



---

**Université de Toulouse Jean Jaurès Campus du Mirail**

Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques à Toulouse (IPEAT)

Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés

## **De la nécessité de la réforme agraire à Cuba en 1959**

Mémoire de 1<sup>er</sup> année présenté par Pierre Bugli

Sous la direction de François Godicheau



## Remerciements

Je tiens tout d'abord à adresser des remerciements à mon directeur de mémoire. J'ai suivi vos cours avec attention et c'est en grande partie grâce à vous si je me suis orienté sur Cuba.

Une mention spéciale à Cora qui, grâce à ses mots et son attention a toujours su me remettre sur la voie du travail quand il le fallait.

Merci aussi à mon colocataire, dont les débats sur la révolution et la nationalisation des moyens de production ont bien animé nos soirées et ma réflexion sur le mémoire.

Un grand merci à Fanny qui m'a beaucoup aidé dans l'élaboration de mon mémoire et surtout dans sa relecture. Je t'en dois une et tu sais bien qu'un Lannister paie toujours ses dettes !

Enfin, le meilleur pour la fin, merci à mes parents pour l'attention si italienne qu'ils m'ont donné tout au long de l'année.

## INTRODUCTION

Le 1<sup>er</sup> janvier 1959 marque un tournant dans l'Histoire des peuples latino-américains dans la mesure où une armée non régulière guidée par Fidel Castro Ruz (1926-2016) parvient, par l'adhésion des masses productives (ouvriers et paysans) à faire tomber le régime dictatorial de Fulgencio Batista (1901-1973) arrivé au pouvoir après un coup d'état en 1952. Ce gouvernement autoritaire soutenu par les Etats-Unis d'Amérique jusqu'à sa chute se caractérisait par une répression féroce mais aussi par une situation économique problématique. L'origine de ce mouvement révolutionnaire peut être retrouvée dans la tentative de prise de la caserne de Moncada le 26 juillet 1953.

Cet assaut, bien qu'il se solda par une défaite et la mort de la plupart des combattants ainsi que par l'arrestation de Fidel Castro, marqua le début d'un processus révolutionnaire qui se termina avec la prise du pouvoir par les guérilleros six années plus tard. Durant son procès le 16 octobre 1953, Fidel Castro n'aura de cesse de dénoncer la nature inégalitaire et violente du gouvernement de Batista.

Il dénoncera devant les juges les problèmes structurels qui règnent dans l'île parmi lesquels la grande misère dans laquelle vivent les paysans et leurs familles : « *ce qui est inconcevable, c'est que des hommes se couchent la faim au ventre (...) ce qui est inconcevable c'est que des enfants meurent faute de soins médicaux (...) ce qui est inconcevable c'est que nos familles rurales vivent dans des conditions pires que les Indiens que rencontra Colomb en découvrant la terre la plus belle qu'oncques yeux humains aient vue* »<sup>1</sup>. Ce qu'il pointe du doigt est la difficile vie à la campagne ainsi que l'abandon des paysans par le pouvoir de Batista. Il continuera sa plaidoirie sur le décalage entre les profits dégagés par l'agriculture et surtout par l'industrie sucrière et la non redistribution de ceux-ci, laissant les travailleurs agricoles et leurs familles, en bref les fractions les plus faibles de la société dans le dénuement le plus total. Au-delà du discours de Castro, s'intéresser à Cuba, implique d'aborder la problématique de l'agriculture et de la ruralité car ce secteur concentre l'essentiel de l'économie de l'île. De ce fait, évoquer la question agraire dans son ensemble revient aussi à mettre également en lumière les conséquences économiques et sociales du modèle agricole d'alors, notamment du point de vue des inégalités. Analyser celles-ci nous permet également de comprendre ce qui poussa les

---

<sup>1</sup> Fidel Castro Ruz, *L'Histoire m'acquitterra*. Paris: Le temps des Cerises, 2013

« guajiros » pauvres à embrasser les idéaux révolutionnaires et appeler de leurs vœux à un changement radical.

Dès lors, il n'est pas anodin d'observer que la première loi révolutionnaire que signa Fidel Castro dans les montagnes de la Sierra Maestra, un an avant la victoire de la révolution (10 octobre 1958), fut la loi de réforme agraire. La réforme agraire est significative des enjeux de l'époque. En effet comme Fidel Castro le relèvera, comment est-ce possible que « *el 85 por ciento de los pequeños agricultores cubanos está pagando renta y vive bajo la perenne amenaza del desalojo de sus parcelas. Más de la mitad de las mejores tierras de producción cultivadas está en manos extranjeras. En Oriente, que es la provincia más ancha, las tierras de la United Fruit Company y la West Indian unen la costa norte con la costa sur. Hay doscientas mil familias campesinas que no tienen una vara de tierra donde sembrar unas viandas para sus hambrientos hijos y, en cambio, permanecen sin cultivar, en manos de poderosos intereses, cerca de trescientas mil caballerías de tierras productivas. Si Cuba es un país eminentemente agrícola, si su población es en gran parte campesina, si la ciudad depende del campo, si el campo hizo la independencia, si la grandeza y prosperidad de nuestra nación depende de un campesinado saludable y vigoroso que ame y sepa cultivar la tierra, de un Estado que lo proteja y lo oriente, ¿cómo es posible que continúe este estado de cosas?* »<sup>2</sup>. Cette longue citation est révélatrice de ce que les révolutionnaires conçoivent alors comme la nécessité de changement pour les masses paysannes : non seulement agir sur les inégalités au niveau de la répartition de la terre, mais aussi transformer la relation entre, d'une part, les paysans, et d'autre part, l'économie dans son ensemble.

Le point qui nous intéresse dans ce mémoire est de saisir en quoi cette réforme agraire incarne l'idée même de la révolution cubaine et comment celle-ci s'appuie sur une réinvention du modèle agricole alors en place, directement hérité du colonialisme. En visant la fin de la concentration foncière et de la sous-utilisation du capital humain afin d'enrayer le fléau de la misère et du chômage, la volonté des révolutionnaires est de rendre une dignité aux travailleurs agricoles créateurs de la richesse. En les détachant des compagnies étrangères pour lesquelles ils travaillent jusqu'alors, Castro et ceux qui l'entourent prônent en fait une transformation de la nation cubaine dans son ensemble : restructurer ce secteur doit permettre d'enclencher un

---

<sup>2</sup> Fidel Castro Ruz, *L'Histoire m'acquittera*. Paris: Le temps des Cerises, 2013

changement plus large, capable de satisfaire les besoins de premières nécessités comme l'accès à l'éducation et à la santé.

Nous envisageons ici le secteur agricole comme un révélateur et un cristallisateur des enjeux de la révolution cubaine qui prend corps dans les années 1950. La réforme agraire est en effet un élément central de la structuration d'une conscience révolutionnaire et de la doctrine révolutionnaire à Cuba. Ainsi, les enjeux qui structurent le secteur sont à l'image de ceux de la révolution dans son ensemble, à savoir l'autodétermination, la redistribution de la terre à ceux qui la travaillent, la fin de la malnutrition et de l'absence de structures hospitalières. Cela étant, comprendre la place et le rôle de la question agricole dans la révolution cubaine implique en amont de s'intéresser à l'émergence et à la construction du problème agricole à Cuba. Pour ce faire, nous adoptons un plan historique, permettant de déconstruire pour mieux les cerner les tenants et aboutissants de la réforme agraire qui nous intéresse.

Nous évoquerons dans un premier temps, la colonisation espagnole car elle a profondément marqué l'histoire de l'île. Elle permit l'essor et le développement d'une économie basée sur des structures inégalitaires et en s'appuyant sur le système esclavagiste. Partir de l'époque coloniale nous amènera à voir le rôle de la métropole sur sa colonie, notamment en termes d'échanges économiques. Cette structure agraire héritée de la période coloniale fut renforcée par la suite par la domination Nord-Américaine. L'hégémonie des États-Unis d'Amérique, fera l'objet du deuxième temps de ce mémoire. Nous y verrons, que, malgré l'accès à l'indépendance, les rapports inégalitaires ne sont pas effacés et, qu'après l'empire espagnol, une nouvelle puissance s'arroge aussi le droit de disposer de Cuba à travers de nombreux accords et une importante ingérence. Évoquer la période coloniale et l'entrée dans l'île de nombreux capitaux étrangers montre bien la nature inégalitaire du système mis en place à Cuba, miroir du jeu des puissances occidentales sur les pays sous-développés. Ces éléments attestent de l'état du système agricole à l'époque de la Révolution et permettent de comprendre en quoi une réforme agraire permettant de redistribuer les cartes a été conçue comme une nécessité par Fidel Castro. C'est ce que nous étudierons dans un troisième temps. Cette ambition d'une refonte globale du système économique cubain et, en l'occurrence, la mise au premier plan de la question agraire nécessitée en outre de voir quelles furent les premières réformes qui furent instaurées par les révolutionnaires une fois que ces derniers prirent le pouvoir.

# I. LE TEMPS DE LA COLONISATION

## 1) L'économie de plantation

Le système de plantation qui démarra à la fin du 18<sup>ième</sup> siècle marqua profondément l'histoire cubaine et son économie. D'une part, il orienta sensiblement l'agriculture vers l'exploitation de la canne à sucre et d'autre part, il ne cessa de creuser un fossé au sein même de la population cubaine jusqu'à la Révolution.

Le commerce de l'île était réglé sous la domination espagnole par un monopole commercial imposée par la couronne. Cuba exploitait ses matières premières puis, les exportait en direction de sa métropole. À l'époque, ce commerce ne se limitait pas au sucre mais regroupait aussi le café, le tabac, le bois ou encore les peaux<sup>3</sup>. À l'inverse, l'Espagne se chargeait d'exporter vers sa colonie des produits manufacturés toujours régi par un monopole commercial explicite en faveur de l'Espagne.

Dès lors, nous pouvons relever deux facteurs importants qui firent émerger cette économie de plantation. Premièrement, l'insertion de Cuba dans le commerce international après l'occupation Anglaise et parallèlement à cela la massification du système esclavagiste. Ces deux éléments ont permis le développement d'une économie dont le sucre fut le symbole.

La position monopolistique qu'occupait alors l'Espagne s'effondra lorsque durant la guerre de sept ans (1756-1763) les troupes britanniques occupèrent pendant 11 mois le port et la ville de la Havane en 1762. L'occupation de la capitale cubaine eut des effets importants car les anglais libérèrent des traités monopolistiques<sup>4</sup> la production du sucre. Si jusqu'alors, cette production sucrière était limitée, elle devint complètement libre après le passage britannique.

De plus, on assiste à l'entrée massive des investissements étrangers à la couronne, qu'ils soient anglais ou, par la suite nord-américains. Ces investissements se portèrent surtout sur le développement des réseaux de communication dans l'île. Il n'est pas anodin de remarquer qu'en 1868, le réseau ferroviaire s'étendait sur plus de 1300 kilomètres<sup>5</sup>. La création de ce vaste réseau avait pour but de réduire les coûts de transports et d'augmenter la rapidité des flux de marchandises. On estime que l'investissement en matière de transport a permis d'économiser

---

<sup>3</sup> Guicharnaud-Tollis, Michèle, et Jean-Louis Joachim. *Cuba : de l'indépendance à nos jours*. Ellipses. Les essentiels de civilisation latino-américaine. Paris, 2007.

<sup>4</sup> Ochoa Martinez Gonzalez, José, op. cit., p.21.

<sup>5</sup> Ochoa Martinez Gonzalez, José, op. cit., p.23.

environ 70%<sup>6</sup> des coûts relatifs à l'acheminement des matières produites d'une exploitation agricole vers le port le plus proche.

## 2) Prépondérance du sucre



Originellement, les plantations occupaient la zone occidentale de l'île et plus précisément les environs immédiats de la capitale cubaine. En 1792, il existe déjà 237 *ingenios* (exploitation de canne à sucre) et selon des recensements datant de la même année 23 530 esclaves<sup>7</sup>. Une vingtaine d'années plus tard, on comptera plus de 70 000 esclaves ce qui montre bien une augmentation importante qui suit celle des *ingenios*.

La culture de la canne à sucre va petit à petit s'installer durablement dans la partie occidentale et dans une moindre mesure dans la partie centrale de sorte qu'en 1827 la zone La Havane-Matanzas produisait 88,25% du sucre de l'île<sup>8</sup>. Cette explosion sucrière qui gagna même la province de Cienfuegos se fit au détriment des plantations de café (*Cafetales*) et de tabac (*Vega*). Le tableau<sup>9</sup> qui suit nous montre la prédominance de la culture de canne à sucre par rapport au café ou au tabac par exemple, orientant l'économie vers la monoproduction :

<sup>6</sup> Ochoa Martínez González, José, op. cit., p.24.

<sup>7</sup> Kiple, Kenneth F, *Blacks in Colonial Cuba, 1774-1899*, Gainesville, Center for Latin American Studies, University of Florida, 1976, p.115.

<sup>8</sup> Capron, Elsa. *Esclavage et économie de plantation à Cuba (1789-1886)*. Presses Universitaires de France. Paris, 2014.

<sup>9</sup> Extrait de : Chonchol, Jacques. *Proyecto del plan quinquenal para el desarrollo de la agricultura cubana, 1961-1965*, ONU, -1961 (citant Ing. Anibal Roges, Ministerio de Hacienda), rapport dactylographié, INRA, p.141

Tableau I

<b>Cultures</b>	<b>Superficie (en ha)</b>	<b>%</b>
Canne à sucre	1 108 200	83,6
Café	134 000	10,1
Tabac	57 600	4,3
Cacao	8 900	0,7
Autres	16 210	1,3
Total	<b>1 324 910</b>	100

L'augmentation de la production, et donc des profits qui en découlent ont permis l'émergence d'une classe dominante liée aux intérêts des plantations. Cependant, en libéralisant les échanges et en augmentant la demande en sucre il fallait augmenter la production agricole de manière conséquente. L'intensification du système esclavagiste avec l'arrivée régulière d'esclaves africains a alors permis l'essor de l'économie de plantation. On estime en effet qu'entre 1824 et 1841 environ 31 500 esclaves sont déportés à Cuba<sup>10</sup> chaque année. La fin de la traite négrière en 1886 ne mettra pas fin au système de plantation car même si la population noire devient libre, la plupart des anciens esclaves continuent de travailler sur le terrain de leurs anciens propriétaires en échange d'un maigre pécule. De plus, avec le processus de mécanisation les esclaves noirs, sont peu à peu remplacés par une main d'œuvre blanche, plus qualifiée et plus productive.

Le pays possède ainsi une production sucrière n'ayant quasiment aucun égal dans le monde. Cuba est en effet le premier producteur de sucre mondial<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> Perez de la Riva, J, *El monto de la inmigración forzada en el siglo XIX*, La Habana, Ed Ciencias Sociales, 1975

<sup>11</sup> In Sugar, Facts and figures, United States Cuba Sugar Council, Washington D.C, 1952, p.9.

À cette époque, la production sucrière de l'île bat tous les records. Après la seconde guerre mondiale qui ravagea l'Europe, la demande en sucre augmenta et l'on assiste à une augmentation sans précédent de la production de sucre.

Tableau II

Années	Nombre d'ingenios	Production en tonnes
1913	171	2 441 980
1916	188	3 033 618
1919	196	4 011 831
1925	183	5 189 347
1933	125	1 994 238
1948	161	5 876 852
1952	161	7 298 000

Avec ce tableau<sup>12</sup>, nous voyons effectivement que la production en tonne de sucre dépasse dans un premier temps les cinq millions de tonnes puis quatre années plus tard, les sept millions de tonnes. Cette augmentation de la production est fortement imputable au développement technique et la mécanisation du processus productif.

### 3) Une économie d'exportation

Depuis la colonisation espagnole et la libéralisation du commerce l'île ne servait qu'à être le réservoir de sucre de l'Espagne tout d'abord puis de toutes les puissances occidentales par la suite. Même si le sucre représentait une denrée prisée occupant une place importante au sein du commerce mondial, Cuba vendait ses matières premières à faibles valeurs ajoutées à des coûts très bas et importait d'Europe ou des Etats-Unis des produits manufacturés à des prix élevés<sup>13</sup>, découlant du faible niveau d'industrialisation de l'île. On peut trouver des raisons politiques et

<sup>12</sup> Blanco Sanchez Berta. *Geografía económica de Cuba*. Universidad de La Habana Facultad de geografía. Vol. tomo 2. La Habana, 1988.

<sup>13</sup> Michèle Guicharnaud-Tollis, et Jean-Louis Joachim, op. cit. ;p.17.

économiques à cette situation. D'une part, les élites qui gouvernent Cuba n'ont aucun intérêt à ce que la situation change et d'autre part les puissances occidentales se satisfont d'avoir trouvé un débouché à leurs marchandises. Nous assistons donc à une situation paradoxale dans laquelle Cuba exporte son sucre, mais importe des caramels, c'est-à-dire des produits que l'île auraient pu elle-même produire. Une phrase prononcée par Fidel Castro est révélatrice de ce constat « Cuba sigue siendo una factoría productora de materia prima. Se exporta azúcar para importar caramelos... »<sup>14</sup> De plus, la présence d'un voisin très puissant n'est pas une bonne chose pour un pays sous développé ne tirant ses richesses que de son sol.

L'augmentation des exportations de sucre à destination des Etats-Unis a été une bonne chose pour la classe dominante dans la mesure où elle s'est enrichie et a consolidé sa place politique grâce au soutien de l'impérialisme nord-américain mais elle a surtout rendu l'économie du pays dépendante. Cette dépendance se traduit par la fragilité face aux répercussions des fluctuations des cours du sucre. Chaque variation se fait ressentir sur l'île est influence son économie. De plus, le voisin nord-américain semble remplacer l'Espagne comme métropole de Cuba. Si auparavant les échanges étaient réservés entre Cuba et l'Espagne, à la fin du XIX<sup>ième</sup> les échanges commerciaux de l'île, spécialement le sucre sont l'exclusivité des Etats-Unis. En effet, en 1890 la quasi-totalité de la production de sucre était vendue au trust sucrier de New York<sup>15</sup>. Toujours pour conforter cette position de dépendance en faveur de son voisin, les Etats-Unis obligèrent l'Espagne à signer un accord commercial avantageux mais aussi un traité dans lequel la puissance nord-américaine se chargerait elle-même de fixer le prix du sucre. Si l'on se rappelle que l'Espagne avait pu garder le monopole du tabac lors de l'occupation britannique de 1762, ce ne fut pas le cas cette fois. L'Espagne sortit très fragilisée et ce fut l'objet de plusieurs tensions à Cuba. La situation de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, le sous-développement toujours présent, un marché intérieur laissé à l'abandon au profit des exportations ont fortement accru les inégalités, cette situation portant les germes du sursaut patriotique et de l'éveil national teinté d'anti-impérialiste et d'égalité que l'île allait connaître.

#### **4) Les guerres d'indépendance**

La revendication d'une émancipation de Cuba, par Cuba et pour les Cubains n'est pas uniquement apparue à la fin du XIX<sup>ième</sup> siècle durant le conflit qui opposa Cuba, les États-Unis et l'Espagne. En effet, dans la deuxième partie du XIX<sup>ième</sup> siècle, nous assistons à deux guerres

---

<sup>14</sup> Castro, Fidel, *La revolución cubana (discursos)*, Buenos Aires, 1959

<sup>15</sup> Ochoa Martínez González, José, *op. cit.*, p.36.

majeures dont les buts principaux étaient d'obtenir la souveraineté de la nation Cubaine. Tout d'abord, nous pouvons trouver la genèse de la révolution de 1959 lors de la guerre qui dura dix ans de 1868 à 1878, lorsque le 10 octobre 1868, Carlos Manuel de Céspedes (1818-1874) décida de prendre les armes contre le pouvoir colonial Espagnol avec le très célèbre « Grito de Yara » illustré par la phrase « Cuba libre, ahora o nunca ». Dans ce manifeste, les troupes insurrectionnelles demandaient la fin de « la opresión del tiránico gobierno español, de la inmoralidad de la plaga infinita de empleados hambrientos, de la pesadez insorpotable de los impuestos, la emancipación gradual de los esclavos <sup>16</sup>».

Cette dernière citation nous éclaire sur la pauvreté de l'île, surtout dans sa partie orientale. L'aspect géographique est important car nous le retrouverons plus tard lors de la guerre d'indépendance entre 1895 et 1898, mais aussi lors de la révolution de Fidel Castro. La partie orientale était le miroir des misères Cubaines. Par ailleurs, à la misère et la pauvreté dans laquelle se trouvait Cuba il fallait aussi ajouter un retard économique important que l'on peut expliquer par les raisons suivantes. Tout d'abord, on ne trouvait pas dans la zone orientale de l'île de grands ingenios comme en occident. Ainsi, sans ingenios importants et développés qui pouvaient générer des revenus, l'orient n'a pas pu connaître un essor économique comparable par exemple, au boom sucrier qui a touché la zone Matanzas-La Habana. A ce premier facteur, nous pouvons également ajouter le contexte esclavagiste. En effet, dans les ingenios d'occident, en plus de leur grande taille, il y avait une forte concentration d'esclaves qui était moindre dans la partie orientale. La faible rentabilité de l'orient peut être alors expliquée par le fait de la concurrence des ingenios occidentaux très pourvus en main d'œuvre esclave, rendant très peu rentable la production agricole de l'orient<sup>17</sup>. De plus, cela nous explique aussi que la guerre de Dix ans fut une guerre civile ainsi que raciale. L'aspect racial fut important car les troupes indépendantistes voulaient abolir l'esclavage de manière immédiate. C'est ce qu'ils feront en février 1869 lorsqu'une assemblée abolit l'esclavage. Quelques mois plus tard, le 10 avril 1869, à Guaimaro, une assemblée constituante chargée de rédiger la première constitution, nomme Carlos Manuel de Céspedes à la tête la présidence. Durant plusieurs années la guerre fait rage et aucun des deux belligérants ne parvient à l'emporter. En 1874, Carlos Manuel de Céspedes est tué au combat.

---

<sup>16</sup> Prieto Benavent, José Luis. *Cien años de historia de Cuba (1898-1998)*. Verbum., 2000.p.23

<sup>17</sup> Moreno Friginals, Manuel. *Cuba/ Espana Espana/Cuba*. Critica. Barcelona, 1995. p.223.

Après 10 années de guerre, les indépendantistes et la couronne d'Espagne signent la paix le 19 février 1878 avec le pacte de Zanjón. Cet accord prévoyait en outre, certaines réformes politiques et économiques afin de résoudre les problèmes de l'île. Toutefois, ces réformes n'affectèrent guère la vie des Cubains qui restaient dans une situation de misère. Le bilan économique de la guerre de Dix ans est très lourd. En effet, environ la moitié des ingenios furent détruits, les propriétaires sortirent ruinés de ce conflit qui affecta également le rendement agricole. C'est alors que dix-sept ans après cette guerre, éclata une nouvelle guerre d'indépendance. Celle-ci débuta le 24 février 1895. De nombreuses émeutes éclatèrent sur l'ensemble du territoire où le mécontentement était grandissant. Les éléments qui formaient les forces révolutionnaires appartenaient à la classe moyenne et aux classes populaires, rurales et urbaines. Les révolutionnaires formèrent deux colonnes afin de renverser l'ordre colonial. L'une commandée par José Martí (1853-1895) et Máximo Gómez (1836-1905) débarqua dans la partie sud du pays, l'autre dirigée par Antonio Maceo (1845-1896) débarqua par le nord de la partie orientale. Les chefs de la révolution se réunirent dans une exploitation agricole nommée « La mejorana » pour décider de la suite des événements et essayer de constituer l'organisation d'un gouvernement. La révolution Cubaine nomma Antonio Maceo lieutenant général et Máximo Gómez chef des armées. Toutefois, quelques jours seulement après cette réunion, José Martí trouva la mort lors de l'affrontement de Dos Ríos le 19 mai 1895. Néanmoins, la révolution poursuivit son avancée de l'orient à l'occident<sup>18</sup>. Dans un climat de soulèvement généralisé, les forces révolutionnaires avancèrent rapidement et, profitant de l'enthousiasme qui régnait dans l'île, plusieurs milliers de personnes rejoignirent l'armée révolutionnaire.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1896 la « Columna Invasora » dirigée par Gómez et Maceo arriva dans la province de La Havane. Maceo continua jusqu'à Pinar del Río à l'ouest tandis que Gómez assiégeait La Havane. Le 7 décembre 1896 Antonio Maceo est tué au combat. L'armée révolutionnaire se reforma tandis que la couronne espagnole changea de stratégie. L'Espagne nomma comme gouverneur Valeriano Weyler (1838-1930) qui pratiqua une politique de confinement des masses paysannes dans des forts entourés de fils barbelés. Il créa des camps de concentration en enfermant les paysans des zones rebelles. Environ 500 000 personnes moururent dans ces premiers camps de concentration. Les terres furent laissées à l'abandon car elles ne pouvaient plus être cultivées, ce qui provoqua la famine sur l'île, occasionnant des milliers de morts. De

---

<sup>18</sup> Le Riverend, Julio. op.cit. p.67.

leur côté, les révolutionnaires brûlaient les grandes exploitations agricoles des colons. Le pays était ruiné et l'Espagne décida de changer le gouvernement cubain, proposant en échange la reddition des chefs révolutionnaires mais ces derniers refusèrent.

Cependant, un évènement bouleversa la donne. Le 15 février 1898, le croiseur des États-Unis « Maine » coula dans la baie de La Havane. Les États-Unis, envieux des richesses de Cuba, trouvèrent là une excuse pour intervenir et déstabiliser la colonie espagnole.

Le 18 avril le congrès déclara que Cuba avait le droit d'être une nation libre et indépendante. Peu de temps après les révolutionnaires cubains aidèrent le débarquement des soldats nord-américains dans l'île et sonnèrent le glas des espagnols. Le 10 décembre 1898 fut signé le traité de Paris qui mit un terme à la guerre, mais seuls les gouvernements des États-Unis et de l'Espagne prirent part aux négociations. Les commandants révolutionnaires et autres dirigeants du Parti Révolutionnaire Cubain en furent exclus. À nouveau, l'île fut traitée comme une nation « sans droit », inapte à décider de sa destinée.

Si la guerre d'indépendance permit de créer un sentiment d'unité, elle renforça aussi l'hostilité d'une partie de ses habitants à l'impérialisme nord-américain. Elle fut surtout révélatrice de l'espoir qui anima les révolutionnaires cubains tel Fidel Castro, dans la mesure où eux aussi se battaient pour l'amélioration de leurs conditions de vies, pour l'auto-détermination et la souveraineté de Cuba. Ainsi, la révolution menée par Fidel Castro se trouve, dans une certaine manière, en continuité avec les deux guerres d'indépendance précédentes.

## II. LE TEMPS DU NEOCOLONIALISME : LA MISE SOUS TUTELLE ECONOMIQUE DE CUBA

« *Dejamos de ser colonia española y por la mala inspiración de otros, caímos en la órbita de los Estados Unidos, pero no fue para mirar al memorial de Lincoln, sino para mirar hacia Las Vegas... Nos salimos del Ruedo Ibérico pero fue para caer en una ruleta Made in USA.* »<sup>19</sup>

### 1) L'amendement Platt (1901)

Le 10 décembre 1898 fut signé le traité de Paris mettant fin à la guerre. De fait, la nation cubaine obtint son indépendance de l'Espagne et put rêver d'un avenir libre et décidé par les Cubains eux-mêmes. Le 21 février 1901 une assemblée constituante adopta la loi de la nouvelle république et les délégués élus commencèrent l'écriture d'une constitution. Dès lors nous nous rendons compte que l'aide apportée par les Etats-Unis durant la guerre d'indépendance n'a servi que de prétexte pour affirmer les volontés de domination nord-américaine de l'île.

En effet, sous la pression du président Mc Kinley, le 2 mars fut adopté par l'assemblée cubaine un appendice à la première constitution sous la forme d'un amendement proposé par le sénateur Orville Platt nommé « amendement Platt »<sup>20</sup>. L'article III de l'amendement Platt insiste sur le fait que « le gouvernement de Cuba accorde aux Etats-Unis d'Amérique le droit d'intervenir pour garantir l'indépendance et pour aider tout gouvernement à protéger les vies, la propriété et la liberté individuelle »<sup>21</sup>. Á propos, il est intéressant de remarquer que, la propriété et les vies humaines sont mises au même niveau. Ainsi, l'intervention des États-Unis ne fut pas par altruisme, mais bien afin de restaurer l'ordre ancien, c'est-à-dire sans aucune revendication de type sociale, économique ou raciale. Cela éclaire d'une part les intérêts économiques (capitaux) nord-américains déjà présents sur l'île dont il faut garder la prépondérance, et d'autre part le caractère interventionniste de la politique des Etats-Unis, autrement dit une politique d'ingérence manifeste. Ce droit à l'intervention pour garantir la « liberté » sera exercé à de nombreuses reprises durant le XX<sup>ième</sup> siècle, comme par exemple en 1906-1909, 1912, 1917-1920 et 1933-1934<sup>22</sup>.

---

<sup>19</sup> Un personnage d'Alejo Carpentier(1904-1980) in *La consagracion de la primavera*, 1979

<sup>20</sup> Michèle Guicharnaud-Tollis, et Jean-Louis Joachim, op. cit. ;p.18.

<sup>21</sup> Ibid.

<sup>22</sup> Le Riverend, Julio, op.cit. p.81.

En outre, l'amendement Platt contient d'autres articles qui illustrent parfaitement le caractère contraignant et la domination des Etats-Unis sur le territoire cubain.

L'article VII confirme la présence de fait d'installations militaires « Que para poner en condiciones a los Estados Unidos de mantener la Independencia de Cuba y proteger al pueblo de la misma, así como para su propia defensa, el Gobierno de Cuba venderá o arrendará a los Estados Unidos las tierras necesarias para carboneras o estaciones navales en ciertos puntos determinados que se convendrán con el Presidente de los Estados Unidos <sup>23</sup>». Cet article fait directement référence à la base navale de Guantánamo utilisée par ces derniers comme base d'opérations militaires. Cela renforce encore plus l'idée d'une main mise militaire sur l'île. En effet, comment envisager un développement indépendant si une puissance s'autorise le droit d'intervenir et si pour ce faire, elle occupe une partie du territoire par le biais d'une base militaire ?

L'article VIII illustre également le caractère exclusif de la relation entre Cuba et son voisin nord-Américain. Il est en effet fait mention que « para mayor seguridad en lo futuro, el Gobierno de Cuba insertará las interiores disposiciones en un Tratado Permanente con los Estados Unidos ». Cette relation exclusive renforce ainsi la domination impérialiste sur Cuba. Pour confirmer la domination nord-américaine, le gouverneur militaire de l'époque, Leonard Wood (1860-1927) ajoutera à propos de cet amendement « Por supuesto que a Cuba se le ha dejado poca o ninguna independencia con la Enmienda Platt y lo único indicado ahora es buscar la anexión (...) Con el control que sin duda pronto se convertirá en posesión, en breve prácticamente controlaremos el comercio de azúcar en el mundo. La isla se americanizará gradualmente y, a su debido tiempo, contaremos con una de las más ricas y deseables posesiones que haya en el mundo. ».

## 2) **Traité de réciprocité commerciale**

Dans la continuation de l'amendement Platt, le 17 décembre 1903 fut ratifié par le Sénat cubain et par le Congrès nord-américain le Traité de réciprocité commerciale entre Cuba et les Etats-Unis <sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> « Enmienda Platt ». *EcuRed*, s. d. [https://www.ecured.cu/Enmienda\\_Platt](https://www.ecured.cu/Enmienda_Platt).

<sup>24</sup> Le traité de réciprocité commerciale bien que ratifié le 17 décembre 1903 fut signé deux ans plus tôt en 1901. Il est dans la lignée de l'amendement Platt

Ce traité introduisit des termes juridiques chargés de réguler le commerce entre les deux pays et suivait les règles suivantes :

- Les produits qui pénétraient sans droits aux Etats-Unis et à Cuba continueraient à jouir de cette franchise<sup>25</sup>.
- Les produits cubains (spécifiés dans une liste) importés par les Etats-Unis se verraient octroyés des tarifs douaniers préférentiels 20% inférieurs à ceux appliqués pour les autres pays.
- Les produits importés par Cuba en provenance des Etats-Unis eux aussi jouiraient d'une tarification douanière avantageuse, 25 à 40%

Cet amendement, ainsi que le traité de réciprocité commerciale témoignent du caractère néocolonial de la domination Etats-Unienne.

### **3) Le néocolonialisme**

Le néocolonialisme étudié d'un point de vue économique, peut se comprendre comme un système de mesures économiques, politiques, militaires et idéologiques mis sur pied par les puissances industrialisées afin de maintenir leur domination et de s'assurer le contrôle politique et l'exploitation économique des pays qui se sont débarrassés de l'oppression coloniale (Amérique Centrale et Latine, Asie par exemple). Ainsi, bien que Cuba ait acquis son indépendance, le pays se trouve dans une dépendance économique vis-à-vis de la puissance nord-américaine. Une grande partie des entreprises et la majorité des ressources naturelles sont entre les mains de monopoles étrangers qui continuent de dégager d'immenses profits. Le néocolonialisme trouve également son expression dans « l'aide » économique que les puissances impérialistes accordent aux pays sous-développés (la forme la plus courante étant l'emprunt de l'Etat cubain aux banques Etats-Uniennes). Par ce biais, ils imposent, aux pays aidés des traités permettant aux monopoles étrangers de consolider leurs positions économiques et ainsi subordonner le développement économique et politique de ces pays à leurs propres intérêts<sup>26</sup>.

Ces différents éléments montrent que Cuba après avoir acquis son indépendance sur l'Espagne, se trouve subordonnée à une autre puissance, les Etats-Unis.

---

<sup>25</sup> Michèle Guicharnaud-Tollis, et Jean-Louis Joachim, op. cit. ;p.19.

<sup>26</sup> Bouvier-Ajam, Maurice, Ibarrola, Jésus, et Pasquarelli, Nicolas. op. cit.

La répartition des grands latifundia est révélatrice de cette situation de néocolonialisme. En effet, parmi les 22 plus grands latifundia de canne à sucre 13, sont nord-américaines. La superficie qu'occupaient les 22 latifundia était de 1 793 020 hectares. Parmi ceux-ci, seulement 620 000 hectares sont utilisés par des compagnies cubaines (soit 11,1 %), le reste (88,9 %) se partageant entre les compagnies Etats-Uniennes comme suit :

Tableau III<sup>27</sup>

Noms	Superficie en ha
Cuban Atlantick Sugar Co	248 404
Cuban American Sugar Co	143 862
American Sugar Ref Co	136 750
United Fruit Co	109 480
West Indies Co	109 146
Vertientes-Camaguey Sugar Co	106 595
Manati Sugar Co	78 252
Francisco Sugar Co	71 703
The Cuba Co	68 388
Punta Alegre Sugar Co	46 594
Cuba Trading Co	29 148
Guantanamo Sugar Co	12 695
Central Soledad	11 998
<b>Total des 13 latifundia</b>	<b>1 173 015</b>

#### 4) Un pays mono exportateur et dépendant du voisin Nord-Américain

Le caractère mono exportateur de l'économie cubaine est à mettre en relation avec l'intervention nord-américaine tant sur le plan politique que sur le plan financier. Cette attitude néocoloniale est déjà visible avant la Révolution en ce qui concerne les investissements nord-

<sup>27</sup> Jimenez, Nuñez, *Geografía de Cuba*, Imprenta Nacional La Habana, 1959, p. 61.

américains dans l'île, mais aussi lorsque l'on analyse les chiffres des exportations et importations cubaines.

Pour ce qui est des investissements étrangers dans l'île, ils représentaient déjà environ 50 millions de dollars<sup>28</sup> en 1895 et plus de 200 millions de dollars en 1900, soit une augmentation de 300 %. Par ailleurs, on estime qu'en 1905 le dixième du territoire national cubain était la propriété de 13 000 nord-américains<sup>29</sup>. Cette vague d'investissements étrangers s'étend à tous les secteurs de l'économie cubaine et plus spécialement dans l'exploitation sucrière et du tabac mais aussi dans le secteur des transports où les investissements sont destinés à l'amélioration des réseaux de communication afin d'augmenter les flux de marchandises. Il n'est dès lors pas étonnant de voir l'économie liée au tabac par exemple tomber sous le contrôle total des Etats-Unis via le groupe American Tobacco Co<sup>30</sup>. En ce qui concerne le sucre, les investissements furent très importants ce qui déboucha en 1916 sur la création de la Cuban Trading Company qui fort d'une manne financière conséquente, acheta six usines de production puis, n'étant pas rassasiée, elle diversifia son activité financière en s'engageant dans le secteur minier, les transports ferroviaires et l'industrie. Cet exemple est révélateur de la concentration des capitaux que l'on voit apparaître dans Cuba au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Par concentration du capital nous entendons le mouvement qui, tend de manière relative, et absolue, à rassembler les éléments reproductifs de la richesse, et le pouvoir économique dans un nombre de mains de plus en plus restreints. On peut dire qu'il y a concentration lorsque les forces productives (moyens de production et force de travail) se rassemblent entre les mains d'entrepreneurs privés<sup>31</sup>.

Si nous mentionnons les investissements massifs qui rentrent dans l'île, c'est parce qu'ils sont révélateurs de la captation des richesses par la puissance impérialiste nord-américaine, mais aussi car ces investissements vont influencer le commerce cubain. En effet, dès 1890 Cuba est dépendante des marchés nord-américains dans la mesure où 95% de ses exportations et 90% de ses importations (en 1958, Cuba importait des Etats-Unis près de la moitié de ses fruits et légumes<sup>32</sup>) se font directement sur ces marchés<sup>33</sup>.

---

<sup>28</sup> Le Riverend, Julio, op.cit. p.80

<sup>29</sup> Michèle Guicharnaud-Tollis, et Jean-Louis Joachim, op. cit. ;p.20.

<sup>30</sup> Ochoa Martinez Gonzalez, José, op. cit., p.43.

<sup>31</sup> Bouvier-Ajam, Maurice, Ibarrola, Jésus, et Pasquarelli, Nicolas. op. cit.

<sup>32</sup> Dumont, René. *Cuba socialisme et développement*. Le Seuil. Collections esprit « frontière ouverte », 1964.p.23

<sup>33</sup> Ochoa Martinez Gonzalez, José, op. cit., p.41.

Tableau IV

Part des principales importations agricoles dans les importations totales de Cuba (millions de \$)<sup>34</sup>

<b>Années</b>	<b>Importations totales</b>	<b>Produits alimentaires</b>	<b>Coton</b>	<b>Total importations agricoles</b>	<b>% dans les importations totales</b>
1955	575,1	132,8	40,6	173,4	30,4
1956	649,0	134,4	45,1	179,5	27,6
1957	772,9	157,9	49,2	207,1	27,0
1958	777,1	173,3	41,5	214,8	27,5

Ce tableau fait apparaître la fragilité économique de Cuba, qui découle de la situation de quasi-monopole pour les produits venant des Etats-Unis. Cet état de fait empêche le développement d'un marché intérieur en capacité de répondre à la demande des habitants de l'île. Il montre aussi la faible diversification des cultures et donc le besoin d'importer des denrées alimentaires.

Tableau V

Echanges commerciaux entre les Etats-Unis et Cuba (en millions de \$) de 1948 à 1958<sup>35</sup>

<b>Années</b>	<b>Importations en provenance des Etats-Unis</b>	<b>Exportations vers les Etats-Unis</b>	<b>Solde</b>
1948	441,0	374,3	- 66,7
1949	380,3	385,9	+ 5,6
1950	460,5	405,4	- 55,1
1951	539,8	418,0	- 121,8
1952	515,7	438,0	- 77,7
1953	426,4	430,9	+ 4,5

<sup>34</sup> Gutelman, Michel. *L'agriculture socialisée à Cuba enseignements et perspectives*. Paris: François Maspero, 1967. p.43

<sup>35</sup> Torras, Jactinto, *Las relaciones comerciales entre Cuba y los Estados Unidos de América*, Comercio Exterior, N°4, sept.1963, p.9.

1954	428,2	401,2	- 27,0
1955	451,5	421,4	- 30,1
1956	511,5	456,8	- 54,7
1957	616,5	481,6	- 134,9
1958	557,8	512,3	- 45,5
<u>1948-1958</u>	5 329,2	4 725,8	<b>- 603,4</b>

Par ailleurs, en lisant ce tableau, nous pouvons le relier à la thèse de Singer-Prebisch (les économistes Raúl Prebisch et Hans Singer) qui explique que les termes de l'échange des produits primaires (produits de l'agriculture et matières premières) face aux produits manufacturés tendent à se dégrader dans le temps. Cette dégradation nuit essentiellement aux pays du Sud. On peut rattacher cette thèse aux théoriciens de la dépendance comme Sergio Bagú ou Celso Furtado qui eurent beaucoup d'influence dans les années 1950 et 1960. Cette approche explique que la situation de sous-développement dans laquelle se trouvent les pays du Sud est imputable au processus historique (de colonisation) qui a rendu les pays du Sud dépendant des pays du Nord car ces premiers ne possèdent pas d'industries capables de produire des biens à valeurs ajoutées dont la valeur s'accroît avec la technicité utilisée.

De plus, à la fin de la Première Guerre mondiale, la demande en sucre explosa car les principaux champs de culture européens furent détruits. Cette demande sucrière s'accompagna d'une augmentation des champs destinés à la production de canne à sucre. Cette croissance accrut la captation de cette économie par des entreprises privées Etats-Uniennes qui en 1924 possédaient 60% de la production sucrière sur l'île. Le sucre conforta sa place prépondérante dans la production totale cubaine puisqu'il passa de 67% en 1929 à 70% en 1930.

Néanmoins, cette si grande production représentait un danger dans le sens où elle était régie par les cours du sucre qui, durant les années 20, fluctuèrent de manière chaotique.

Tableau VI

Année 1920	Prix du sucre (la livre)
Mars	10 centimes
Avril	18 centimes
Mai	22,5 centimes
Juin	17,25 centimes
Août	11 centimes
Septembre	8 centimes
Décembre	3 centimes

Nous voyons à travers ce tableau<sup>36</sup> les importantes fluctuations du sucre qui atteignirent leurs maximums lors de la « décennie critique » ou il chuta à 2,2 centimes en 1929. Durant la crise bancaire aux Etats-Unis en 1929, le prix du sucre tomba même à moins d'un centime en 1932. Cette chute vertigineuse des prix entraîna la fermeture de nombreux magasins de la petite bourgeoisie cubaine et affecta durablement les forces productives du pays de moins en moins bien rémunérées et touchées par un chômage important, « El índice de desempleo de Cuba difícilmente habrá sido igualado en ningún otro país <sup>37</sup>».

Encore une fois, l'indépendance de l'île a fait défaut dans la mesure où « una economía tan dependente y vulnerable como la de Cuba no podía escapar, posteriormente, al impacto feroz de la crisis de 1929 en Estados Unidos.<sup>38</sup> ». Il s'agit de l'analyse d'Eduardo Galeano, célèbre écrivain Uruguayen, qui dans tous ses ouvrages dont le plus connu « Les veines ouvertes de l'Amérique latine » s'efforce de montrer comment les grandes puissances étrangères ont, au fil du temps, exploités les ressources économiques des pays du continent sud-Américain en laissant ces derniers dans une situation de pauvreté et de retard économique.

La prise du pouvoir par Fulgencio Batista le 10 mars 1952, s'inscrit dans la lignée politique répressive des dirigeants cubains satisfaisant les intérêts de l'oligarchie en place sur l'île et des impérialistes.

---

<sup>36</sup> Michèle Guicharnaud-Tollis, et Jean-Louis Joachim, op. cit. ;p.25.

<sup>37</sup> Furtado, Celso. *La economía latinoamericana desde la Conquista ibérica hasta la Revolucion Cubana*, México, 1969. Companhia das Letras., s. d

<sup>38</sup> Eduardo Galeano. op.cit. p.85.

## 5) Deux classes sociales antagonistes.

Nous voyons se créer un décalage au sein de la population cubaine qui est visible dans son organisation sociale. Ainsi, nous pouvons voir un fossé de plus en plus important se creuser entre deux classes sociales antagonistes<sup>39</sup>.

D'un côté, une oligarchie regroupant en son sein un bloc occidental ayant investi dans les matières premières (oligarchie financière surtout Etats-Unienne) ainsi qu'une classe capitaliste s'occupant des exploitations sucrières. Mais aussi une bourgeoisie locale dédiée aux intérêts des premiers et dont les activités se concentrent sur l'élevage et l'exploitation de la canne. Cette « sacharocratie » influencera le domaine politique en obtenant des facilités en matière de commerce et d'exploitations agricoles <sup>40</sup> (facilités d'implantations par exemple).

D'un autre côté, à l'opposé de cette classe dominante, émerge une classe dominée, représentant la nouvelle force productive du pays. Elle est constituée d'un ensemble de groupes d'exploités : d'anciens esclaves, d'ouvriers de l'industrie, de l'agriculture, de petits paysans pauvres et d'employés<sup>41</sup>. Parmi les ouvriers du secteur agricole beaucoup sont saisonniers et ne travaillent que pendant la période de récolte de la canne, ce qui les pousse dans un chômage structurel. Cette misère entraîna de nombreux soulèvements en 1912 (la révolte noire<sup>42</sup>) ou encore en 1922 avec la protestation des Treize. Ces vagues insurrectionnelles témoignent d'un certain mécontentement parmi certaines fractions les plus pauvres du peuple cubain. La création en 1925 de la Confédération Nationale Ouvrière (CNOC) regroupant des anarchistes, des communistes et des socialistes appartenant à tous les secteurs d'activités est un indicateur supplémentaire du maintien ou de la résurgence d'une conscience indépendantiste et révolutionnaire à cette époque. Certains membres de la CNOC fondèrent d'ailleurs le 16 août 1925 le Parti Communiste Cubain. Ces deux organisations politiques furent à l'initiative de nombreuses grèves et mouvements sociaux d'ampleur, se revendiquant comme les héritiers de Maceo et de Martí. Leurs objectifs étaient d'obtenir la souveraineté totale de Cuba ainsi que l'émancipation des travailleurs de l'exploitation capitaliste des grands propriétaires terriens. Ces deux organisations firent face à une farouche répression et de nombreux membres du PCC furent assassinés, dont le leader de la CNOC, Alfredo López.

---

<sup>39</sup> Nous pouvons aussi noter la présence d'une classe moyenne issue des villes ou des campagnes ainsi que des exploitants de propriétés de tailles moyennes

<sup>40</sup> Ochoa Martinez Gonzalez, José, op. cit., p.27.

<sup>41</sup> Michèle Guicharnaud-Tollis, et Jean-Louis Joachim, op. cit. ;p.12.

<sup>42</sup>

### **III. LE TEMPS DE L'EMANCIPATION : STRUCTURE FONCIERE ET LOI DE REFORME AGRAIRE**

Nous avons vu dans les parties précédentes le poids important de l'industrie sucrière sur la production agricole. Cette domination a causé de nombreux effets pervers comme nous l'avons abordé :

- Un pays mono producteur dont l'économie est dirigée vers l'exportation.
- Une forte pénétration de capitaux étrangers
- Le faible développement d'un marché intérieur
- Un chômage important de la population
- Une misère profonde dans le milieu rural
- Une dépendance en matière de produits alimentaires (importations)
- Une forte concentration du capital foncier.

Pour les révolutionnaires, se poser la question de la réforme agraire signifie dans un premier temps analyser les structures qui organisent l'agriculture pré-révolutionnaire et tenter, en les modifiant, de supprimer le système latifundiste, de retrouver une souveraineté économique et de mettre en place une justice sociale.

Dans cette partie, nous analyserons les structures foncières de Cuba avant la Révolution et nous verrons le rôle de la nouvelle institution mise en place (Instituto Nacional de Reforma Agraria) ainsi que les nouvelles stratégies qui ont été mises en place.

#### **1) La concentration foncière**

Un des points centraux de la réforme agraire entreprise avec la Loi de Réforme Agraire de 1959 était la fin du régime des grandes propriétés privées, les latifundia de plus 30 caballerias. Si l'on analyse attentivement la répartition des exploitations agricoles compte tenu de leur taille, nous nous apercevons au premier coup d'œil de la concentration foncière à l'œuvre à Cuba avant la révolution.

Tableau VII<sup>43</sup>

<b>Groupe</b>	<b>Nombre d'exploitations</b>	<b>%</b>	<b>Superficie en ha</b>	<b>%</b>
Jusqu'à 2 caballerias <sup>44</sup>	125 619	<b>78,5</b>	1 362 533	15,0
De 2 à 5 cab	16 766	10,5	822 539	9,0
De 5 à 30 cab	13150	8,2	1 728 241	19,0
Plus de 30 cab	4 423	<b>2,8</b>	5 163 842	<b>57,0</b>
<u>Total</u>	159 958	100,0	9 077 155	100,0

Avec ce tableau, nous voyons que 4 423 exploitations, soient moins de 3 % des exploitations totales occupaient 57 % de la superficie agricole tandis que 78,5 % des exploitations ne couvraient seulement que 15 % de cette superficie, soit près de quatre fois moins.

L'étude d'un autre tableau qui prend en compte les propriétaires des exploitations fait ressortir avec encore plus de relief cette situation de concentration foncière :

Tableau VIII<sup>45</sup>

<b>Groupes</b>	<b>Superficies</b>		<b>Exploitations</b>		<b>Propriétaires</b>	
	Ha	%	Nombre	%	Nombre	%
Jusqu'à 5 cab	628 673	7,4	28 735	68,3	20 229	66,1

<sup>43</sup> Memorias del Censo Agrícola Nacional, 1946, La Habana, Ministerio de Agricultura, 1951, Tabla I

<sup>44</sup> 1 caballeria = 13,4 hectares

<sup>45</sup> Departamento legal del INRA-1961.

De 5 à 30 cab	1 641 440	19,3	9 752	23,2	7 485	24,5
Plus de 30 cab	6 252 163	<b>73,3</b>	3 602	8,5	<b>2 873</b>	9,4
Total	8 522 276	100,0	42 0889	100,0	30 587	100,0

Nous voyons ici que seulement 2 873 propriétaires occupaient plus de 70 % de la terre (73,3) en 1946. Cet exemple est de nouveau révélateur de la situation de captation et de la concentration foncière à Cuba. Mais cette dernière apparaît encore plus prégnante, si l'on regarde les modes de faire valoir, c'est-à-dire qui travaille réellement la terre qu'il occupe (tableaux ci-dessous) : on observe alors un fort décalage entre ce capital foncier et le travail de la terre.

Tableau IX<sup>46</sup>

<b>Groupes d'exploitations</b>	<b>Faire-valoir direct</b>	<b>Faire-valoir indirect</b>	<b>Total</b>
Jusqu'à 2 cab	<b>40 643</b>	84 976	<b>125 619</b>
De 2 à 5 cab	7 688	9 098	16 766
De 5 à 30 cab	7 145	6 005	13 140
Plus de 30 cab	2 678	1 745	4 423
<u>Total</u>	58 134	101 824	159 958

<sup>46</sup> Memorias del Censo Agrícola Nacional, op, cit., tabla 3

Tableau X

Catégories sociales	Nombre d'exploitations	%	Superficie en ha	%
Propriétaires	48 792	<b>30,5</b>	2 958 700	<b>32,4</b>
Administrateurs	9 342	5,8	2 320 000	25,6
Fermiers	42 018	28,8	2 713 000	30,0
Sous-fermiers	6 987	4,4	215 000	2,4
Métayers	33 064	20,7	552 100	6,1
Occupants sans titres	13 718	8,6	244 600	2,7
Autres	2 007	1,2	72 655	0,8
<u>Total</u>	159 958	100,0	9 076 458	100,0

Ces deux tableaux nous renseignent d'abord sur le rapport entre la superficie occupée par les exploitations agricoles et sur le fait qu'elles sont exploitées directement ou non. Ce qui en ressort est que seulement 30,5 % des exploitations étaient travaillées directement par les propriétaires de ces terres soit, 32,4 % de la superficie, ce qui est révélateur du peu d'intérêt des propriétaires pour le travail de la terre.

Si l'on regarde plus attentivement le tableau VIII, en ce qui concerne les petites exploitations, (celles allant jusqu'à deux caballerias), nous pouvons aussi constater que moins du tiers était la propriété de ceux qui la travaillaient. En effet, sur les 125 619 exploitations, seulement 40 643 (exploitations) étaient travaillées par leurs propriétaires, le reste se divisant comme suit : 34 364 cultivées par des fermiers, 5 761 cultivées par des sous-fermiers, 30 364 par des métayers, 12 760 par des exploitants sans titre, et 1 727 par des exploitants au statut juridique non précisé<sup>47</sup>.

C'est cette masse de petits paysans non propriétaires, qui selon Michel Gutelman « représentait 85 % de l'ensemble des exploitants sans droits de propriété sur la terre, sera celle qui, en premier lieu, bénéficiera de la Loi de Réforme Agraire de 1959 <sup>48</sup> ».

---

<sup>47</sup> Gutelman, Michel. *L'agriculture socialisée à Cuba enseignements et perspectives*. Paris : François Maspero, 1967.p.12

<sup>48</sup> Gutelman, Michel, op.cit. p.13

## 2) Le prolétariat agricole

Comme nous avons pu déjà l'aborder dans les parties précédentes, une des ambitions de la réforme agraire était de lutter plus efficacement contre le chômage et la misère qui touchaient les ouvriers agricoles. En effet, nous nous apercevons que sur un total de 829 668 travailleurs agricoles, on trouve 477 383 travailleurs salariés parmi lesquels seulement 53 693 sont des travailleurs permanents (chiffres qui portent sur l'année 1945)<sup>49</sup>. En d'autres termes, sur le nombre de travailleurs salariés 88,7 % ne travaillaient que temporairement, spécialement durant les périodes de récolte.

D'autres chiffres confortent cette idée d'une masse de travailleurs agricoles vivant dans la précarité. En 1957 par exemple, « sur un total de 975 000 travailleurs employés dans l'agriculture, le tiers au moins ne travaillait qu'une centaine de jours par an. Après la « zafra », certains des chômeurs saisonniers cherchaient à s'occuper dans les latifundia d'élevage à l'entretien des prairies, d'autres, se déplaçaient vers la Province Orientale pour la récolte du café et le reste, enfin, ne faisait rien ou presque rien »<sup>50</sup>.

Un rapport de la C.E.P.A.L.<sup>51</sup> (Comisión Económica Para América Latina), montre que, durant la période allant d'août à octobre (période nommée temps morts), la moyenne des chômeurs s'élevait à 457 000 soit 20,5 % de la force de travail. Cette moyenne descendait au moment de la « zafra » (période d'occupation élevée) à 9,1 % de la force de travail soit environ 200 000 chômeurs<sup>52</sup>. Le tableau qui suit met bien en lumière les fluctuations du taux de chômage à Cuba de Mai 1956 à Avril 1957 :

---

<sup>49</sup> *Report on Cuba, Finding and recommendation of an economic and technical mission, organised by the International Bank for Reconstruction and Development, 1950, I.R.B.D., Washington, 1951, p.49*

<sup>50</sup> Gutelman, Michel, op.cit. p.16

<sup>51</sup> La C.E.P.A.L (Comisión Económica Para América Latina), qui est un organisme créé en 1948 dont le but principal était de réduire l'écart existant entre les pays industrialisés et les pays pauvres. Cette organisation a montré les déséquilibres économiques qui existaient dans les pays pauvres et a tenté de promouvoir des politiques de diversification des exportations ainsi que des politiques de substitution aux importations.

<sup>52</sup> *Estudios Económico de América Latina*, Santiago de Chile, C.E.P.A.L., Naciones Unidas, 1958, p.202.

Tableau XI<sup>53</sup>

<b>Períodos</b>	<b>Miles de desempleados</b>	<b>% de la fuerza trabajadora</b>
<i>mayo-junio</i>	435	19,7
<i>agosto-octubre</i>	457	20,7
<i>noviembre-enero</i>	33	10,6
<i>febrero-abril</i>	200	9,0
<u>promedio</u>	<b>361</b>	<b>16,4</b>

### 3) Loi de Réforme Agraire

Le 17 mai 1959 est promulguée la première loi de réforme agraire. En réalité, elle succède à une loi signée en octobre 1958 dans les montagnes de Sierra Maestra alors que la révolution n'avait pas encore pris le pouvoir et suit les principales orientations définies dans le manifeste de Moncada, à savoir régler le problème de la terre, de l'industrialisation, des conditions de vies médiocres des paysans, du chômage, de l'analphabétisme et de la santé. La loi de réforme est constituée de 67 articles divisés en 9 chapitres. Le premier porte sur le régime foncier, le second sur la redistribution des terres, le troisième sur la propriété agricole redistribuée, le quatrième sur les zones de développement agricole, le cinquième sur les coopératives, le sixième sur l'Institut de Réforme Agraire, le septième sur les tribunaux agraires, le huitième sur la conservation des sols et des forêts et le neuvième sur les dispositions concernant l'application de la loi<sup>54</sup>.

Cependant, cette première loi ne fixait pas formellement de limite à la propriété privée et se contentait de mettre l'accent sur la maxime : « la propriété de la terre à celui qui la travaille ». Cette stratégie visait, durant la période révolutionnaire, à faire grossir les rangs de la Révolution en incorporant le salariat agricole tout en évitant d'effrayer les latifundistes, si bien que, dans un premier temps, ces derniers ne s'inquiétèrent pas trop du sort réservé à leurs propriétés<sup>55</sup>. La

---

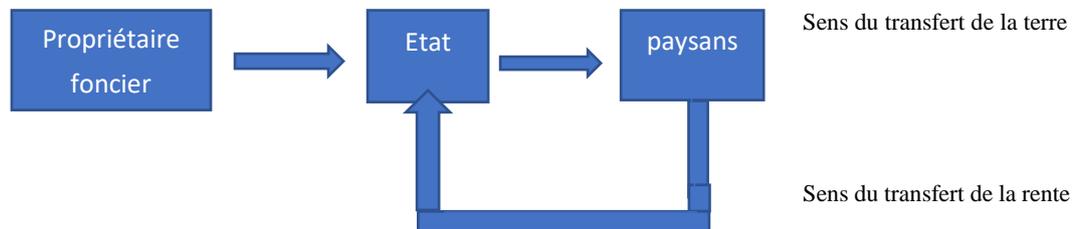
<sup>53</sup>*Symposium de recursos naturales de Cuba* (Consejo Nacional de Economía, tabla 5, 1958)

<sup>54</sup> Balin M. *Les problèmes du développement de Cuba*. In: *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960. pp. 447-460.

<sup>55</sup> Gutelman, Michel, op.cit.p.51

situation se retourna lorsque, quelques mois plus tard, la Révolution décida de supprimer les latifundia.

#### Schéma explicatif de la confiscation<sup>56</sup>



Comme nous le voyons sur ce schéma, avec la loi de réforme agraire le propriétaire foncier fut remplacé par l'État qui redistribue la terre confisquée et la donne aux paysans, qui sont astreints à lui payer un impôt foncier en contrepartie.

C'est l'*Instituto Nacional de Reforma Agraria* (INRA) créé avec la loi du 17 mai 1959 qui aura pour mission d'organiser la totalité du processus de transformation de l'agriculture et de l'industrialisation et d'améliorer le sort des paysans pauvres. L'INRA joue le rôle de moteur de la réforme agraire. Il est l'organisme planificateur et centralisateur de toutes les politiques agraires. Chargé tour à tour de régler les problèmes administratifs, judiciaires et économiques, l'INRA occupe une place très importante dans la mise en place des coopératives ou fermes du peuple, chose que nous aborderons dans le point suivant.

Voyons à présent les différents articles qui énoncent le sort réservé aux terres cultivables au moment de la proclamation de la réforme agraire, le 17 mai 1959.

L'article premier met fin de fait au système de latifundia en limitant la superficie maximale qu'une personne peut posséder. Avec la réforme agraire la superficie maximale passe à 30 caballerias soit approximativement 402 hectares<sup>57</sup>. Cet article met donc fin aux grandes propriétés privées qui seront expropriées si elles dépassent cette limite. Enfin, l'article précise que les terres expropriées seront redistribuées entre les paysans et les ouvriers agricoles ne possédant de terres.

<sup>56</sup> Gutelman, Michel. *Structures et réformes agraires instruments pour l'analyse*. Maspero, 1974. p.166

<sup>57</sup> Beruff, Jorge Rodriguez. « La reforma agraria Cubana (1959-1964) : el cambio institucional ». *Revista de ciencias sociales* 14 (1970): p.203-231.

ARTÍCULO 1 : « *Se proscribe el latifundio. El máximo de extensión de tierra que podrá poseer una persona natural o jurídica será treinta caballerías. Las tierras propiedad de una persona natural o jurídica que excedan de ese límite serán expropiadas para su distribución entre los campesinos y los obreros agrícolas sin tierras.* »

Ces terres expropriées et redistribuées sont encadrées par l'article 16 qui fixe un « minimum vital ».

ARTICULO 16 : « *Se establece como "mínimo vital" para una familia campesina de cinco personas, una extensión de dos caballerías de tierra fértil, sin regadío, distante de los centros urbanos y dedicadas a cultivos de rendimiento económico medio.* »

La notion de « minimum vital » est fixée à 2 caballerias (27 hectares), qui ne peuvent pas être divisées. De plus, pour les propriétaires dont la superficie n'atteint pas ce « minimum vital », l'article 19 propose d'ajouter à la superficie déjà existante, des terres manquantes pour arriver aux deux caballerias jugées nécessaires pour vivre.

ARTÍCULO 19 : « *A los dueños de tierras de extensión inferior al "mínimo vital" que las cultiven personalmente se les adjudicará también, gratuitamente las tierras necesarias para completarlo, siempre que pueda disponerse de las mismas y las condiciones económicas y sociales de la región lo permitan.* »

Pour autant, afin de ne pas bouleverser le processus productif dont l'objectif était d'augmenter le développement de l'agriculture, la loi concède, avec l'article II, des exceptions aux expropriations des grandes propriétés. En effet, « sont considérées exploitations d'avant-garde celles où les rendements obtenus sont supérieurs de 50 % à la moyenne nationale pour ce qui est des productions agricoles proprement dites et celles où la charge en bétail par caballeria est simplement supérieure à la moyenne nationale pour les exploitations d'élevage »<sup>58</sup>. Nous pouvons expliquer ces exceptions par le souci des révolutionnaires de conserver les exploitations agricoles performantes, dans un but d'efficience productive.

ARTÍCULO 2 : « *Las áreas sembradas de caña, cuyos rendimientos no sean menores del promedio nacional, más de un 50%. Las áreas sembradas de arroz que rindan normalmente no menos del 50% sobre el promedio de producción nacional de la variedad de que se trate, a juicio del Instituto Nacional de Reforma Agraria. Las áreas dedicadas a uno o varios cultivos o explotación agropecuaria, con o sin actividad industrial, para cuya eficiente explotación y rendimiento económico racional sea necesario mantener una extensión de tierra superior a la establecida como límite máximo en el Artículo 1 de esta Ley.* »

---

<sup>58</sup> Gutelman, Michel, op.cit.p.52

Par ailleurs, il est important de noter que ces deux lois s'appliquaient aussi aux détenteurs étrangers. En effet, « des exceptions du même type que celles déjà signalées pour cause de rentabilité supérieure à la moyenne sont prévues pour l'exploitation étrangère qui pourra dans certains cas atteindre 100 caballerias »<sup>59</sup>.

Intéressons-nous maintenant au rôle de l'INRA à travers les Zones de Développement Agraire (*Las Zonas de Desarrollo Agrario*) et les expropriations.

Compte tenu de la loi de réforme agraire, l'INRA divisa donc l'île en 28 zones de développement agraire. Ces zones devaient encadrer administrativement le processus de confiscation et de redistribution des terres aux paysans pauvres<sup>60</sup>. La redistribution des terres confisquées démarra réellement un an après la révolution et en 8 jours, plus de 600 000 hectares furent confisqués. Au mois de juin 1961, 3 800 000 hectares avaient été confisqués et 101 000 paysans avaient pu bénéficier de titres de propriétés ce qui équivalait à 2 725 000 hectares<sup>61</sup>. L'objectif des ZDA était en outre de résoudre les problèmes d'organisation mais aussi de résorber la misère de certaines zones du pays.

Nous pouvons à ce titre citer l'exemple de la zone de Ciénaga de Zapata. Avant la révolution, les habitants de cette zone vivaient dans des conditions misérables, devant transformer le manglier (arbustes, constituant principal de la mangrove et qui est l'une des espèces appelées *palétuvier*) en charbon végétal pour le vendre à des prix très bas. La politique de développement régional appliquée à cette zone permit d'améliorer le niveau de vie de ces habitants mais aussi de développer l'agriculture par une modernisation des systèmes d'irrigation et de drainage qui eurent pour effet de convertir 500 caballerias en terres cultivables<sup>62</sup>. Cet aspect de la réforme agraire à travers les Zones de Développement Agraire avait pour objectif de répondre aux revendications de justice sociale, comme la construction d'hôpitaux, d'écoles, de nouvelles routes ou bien encore d'une assistance médicale gratuite.

Pourtant, un nombre important de terres confisquées ne purent être redistribuées individuellement car d'une part, le nombre de propriétaires potentiels était limité et d'autre part, à cause de la superficie limitée qui leur était donnée. Cette situation particulière découlait, selon

---

<sup>59</sup> Gutelman, Michel, op.cit.p.53

<sup>60</sup> « Zonas de Desarrollo Agrario ». *EcuRed*, s. d. [https://www.ecured.cu/Zonas\\_de\\_Development\\_Agrario](https://www.ecured.cu/Zonas_de_Development_Agrario).

<sup>61</sup> Juan Marinello, et Nikolai Petertsev. *Los rasgos principales del periodo de transicion del capitalismo al socialismo*. La Habana, 1963.p.63.

<sup>62</sup> « Zonas de Desarrollo Agrario ». *EcuRed*, s. d. [https://www.ecured.cu/Zonas\\_de\\_Development\\_Agrario](https://www.ecured.cu/Zonas_de_Development_Agrario).

Michel Gutelman, de deux facteurs : « à la fois du haut degré de concentration foncière et de la relative exigüité de l'exploitation considérée comme constituant le « minimum vital » »<sup>63</sup>. Ainsi, en accord avec la loi de réforme agraire du 17 mai, toutes les terres confisquées qui n'étaient pas données à titre individuel, seraient remises à des groupes coopératifs et la charge de les développer incomberait à l'INRA. Mais les expropriations et les nationalisations touchèrent les intérêts privés et le congrès nord-américain décida d'arrêter d'acheter le sucre cubain. Dès lors, toutes les compagnies sucrières Etats-Uniennes, qui traitaient alors 50% du sucre cubain, furent nationalisées ainsi que toutes les compagnies et grandes propriétés étrangères (Loi du 6 Juillet 1960 et Loi du 13 Octobre 1960).

Tableau XII<sup>64</sup>

	Superficie	%
1/ Loi de Réforme Agraire	1 199 184	27,0
2/Loi de récupération des biens mal-acquis <sup>65</sup>	163 214	3,7
3/Donations à l'INRA <sup>66</sup>	322 590	7,3
4/Ventes volontaires <sup>67</sup>	581 757	13,1
5/Loi de nationalisation (n°851)	1 261 587	28,4
6/Loi de nationalisation (n°890)	910 547	20,5
	4 438 879	100

Nous voyons avec ce tableau que 4 438 879 hectares ont été récupérés par l'INRA ce qui représente une importante part de terres cultivables.

<sup>63</sup> Gutelman, Michel, op.cit.p.55.

<sup>64</sup> Gutelman, Michel, op.cit.p.57.

<sup>65</sup> La loi de « récupération des biens mal-acquis » le 22 décembre 1959, permet la confiscation des biens de Batista et de sa famille, ainsi que ceux des personnes notoirement enrichies sous le couvert de la dictature

<sup>66</sup> Les « donations » étaient surtout le fait de municipalités et de certains révolutionnaires paysans qui firent don de leurs terres

<sup>67</sup> Les « ventes volontaires » étaient effectuées par des propriétaires renonçant à leurs droits sur la terre qu'ils étaient autorisés à conserver.

#### 4) Les coopératives et fermes du peuple

Comme nous l'avons vu précédemment, de nombreuses terres confisquées ne purent être attribuées individuellement. Ainsi, en vertu de l'article 43 de la réforme agraire, l'INRA mit en place un système de coopératives sur ces terres non redistribuées.

*ARTÍCULO 43 : Siempre que sea posible, el INRA fomentará cooperativas agrarias. Las cooperativas agrarias que organice el INRA en las tierras de que disponga en virtud de lo perceptuado en esta Ley, estarán bajo su dirección, reservándose el derecho de designar los administradores de las mismas al objeto de asegurar su mejor desenvolvimiento en la etapa inicial de este tipo de organización económica y social y hasta tanto se les conceda por Ley una autonomía mayor »*

Sous la direction de l'INRA, deux types de coopératives virent le jour :

- Des coopératives sucrières

- Des coopératives spécialisées dans les cultures non sucrières qui vont prendre le nom de leur spécialisation (coopératives avicoles par exemple)

Le 17 mai 1960, selon Jacques Chonchol, 550 coopératives agricoles furent créées, 10 coopératives de charbon, 220 coopératives d'élevage et coopératives de bois<sup>68</sup>. Les coopératives de canne à sucre furent créées le plus souvent dans les propriétés confisquées au régime de Batista, pour la plupart laissées en friches. Comparativement aux autres coopératives, celles spécialisées dans la canne à sucre se caractérisaient par un très bon fonctionnement et une très bonne organisation. Ce bon fonctionnement (organisationnel et en termes de production) est en grande partie imputable aux ouvriers eux-mêmes. En effet, ces ouvriers agricoles avaient une très forte conscience de classe héritée du travail dans les grandes plantations qui les avaient poussés à s'organiser dans des syndicats assez rapidement<sup>69</sup>. Ils trouvèrent donc dans les coopératives la conscience collective qu'ils partageaient déjà, contrairement aux petits paysans qui exploitaient la terre de manière individuelle. Le problème d'attachement à la propriété fut au cœur de nombreuses discussions entre Ernesto Guevara (1928-1967) qui fut en charge de

---

<sup>68</sup> Chonchol, Jacques. *Cuba, el Primer Bienio de Reforma Agraria (1959-1961)*. Reformas Agrarias en América Latina. México: Oscar Delgado, 1965.

<sup>69</sup> Beruff, Jorge Rodriguez. « La reforma agraria Cubana (1959-1964) : el cambio institucional ». *Revista de ciencias sociales* 14 (1970).p.222.

l'INRA et René Dumont<sup>70</sup> (ingénieur agronome)<sup>71</sup>. À la fin de l'année 1960, on comptait 622 coopératives de canne à sucre, qui occupaient 809 454 hectares<sup>72</sup>.

Pourtant, à partir de 1961, la politique du gouvernement cubain pris un tournant socialiste et les coopératives furent transformées en fermes du peuple (*Granjas del pueblo*). L'explication était idéologique, à savoir que pour les dirigeants cubains et surtout pour Ernesto Guevara, les fermes du peuple constituaient une forme de production supérieure (dans le sens socialiste au niveau du rendement). En effet, pour ce dernier les coopératives se caractérisaient par des instincts « matérialistes » ayant trait à la propriété, tandis que les fermes du peuple, portaient en elles les germes capables de procurer un sentiment désintéressé, servant un intérêt non individuel mais collectif, pour la nation, pour l'Etat et le bien-être de sa population.

Comme l'a expliqué Michel Gutelman les *granjas del pueblo* peuvent être rapprochées des sovkhozes d'Union Soviétique : « *la ferme du peuple était une unité de production tout à fait comparable au sovkhoze soviétique. La terre appartenait à l'Etat, le travail était rémunéré, indépendamment des résultats obtenus par l'exploitation, sur la base du salariat, sans aucune participation aux bénéfices éventuels. Les investissements, les fonds pour la gestion courante et les fonds sociaux étaient financés par le budget général de l'INRA* »<sup>73</sup>. Cet éclairage confirme la tendance cubaine à la centralisation sous l'égide de l'INRA mais aussi à de nombreux dysfonctionnements et des résultats négatifs sur la production. « *Toda la organización administrativa del país se caracterizaba por una extraordinaria centralización. La dirección operativa de todas las actividades productivas residía e empresas de carácter nacional, con sede en la ciudad de La Habana. Prácticamente los dirigentes de los niveles inferiores o intermedios no podían tomar decisiones sin tener que consultar a las autoridades administrativas superiores... La excesiva centralización iba a dificultar el trabajo concreto de la producción agropecuaria* »<sup>74</sup>

En 1961, les coopératives non sucrières furent transformées en fermes du peuple et en 1962 les coopératives sucrières subirent le même sort.

---

<sup>70</sup> Dumont, René. *Cuba socialisme et développement*. Le Seuil. Collections esprit « frontière ouverte », 1964.

<sup>71</sup> Dumont, René. *Cuba socialisme et développement*. Le Seuil. Collections esprit « frontière ouverte », 1964.

<sup>72</sup> Beruff, Jorge Rodriguez. « La reforma agraria Cubana (1959-1964) : el cambio institucional ». *Revista de ciencias sociales* 14 (1970).p.222.

<sup>73</sup> Gutelman, Michel, op.cit.p.61.

<sup>74</sup> Aranda, Sergio p.185-186.

Toujours en 1961, on dénombre 266 *granjas del pueblo* qui occupaient 2 500 000 hectares et employaient 100 000 personnes<sup>75</sup>. À cette époque, la taille moyenne des fermes du peuple était de 9 000 hectares. On pensait alors qu'une grande unité d'exploitation offrait de meilleurs avantages que les petites et moyennes exploitations mais là encore de nombreux problèmes furent rencontrés. En effet, le centralisme exacerbé et l'immensité des fermes quelques fois sans continuité territoriale, qui étaient impliquées dans le processus de diversification agricole, ne donnèrent pas de très bons résultats.

Les fermes de canne à sucre représentaient 8,7 % du total des fermes et en ajoutant toutes les *granjas del pueblo*, on arrivait à 35 %. Parallèlement à cela, en 1961 on créa l'*Asociación de Pequeños Agricultores* (ANAP) qui avait pour but d'inciter les petits agriculteurs à se regrouper. Ce regroupement devait détruire les rapports de propriétés encore existant dans les mentalités des petits agriculteurs travaillant individuellement.

Au final, en 1963 les secteurs regroupés dans l'agriculture seront les suivants :

- Les fermes du peuple
- Les fermes de canne à sucre
- Les petits agriculteurs (ANAP)
- Les agriculteurs de taille moyenne

À noter que le gouvernement cubain décida quelques années plus tard de nationaliser les exploitations de moyennes tailles, toujours dans l'optique de créer une production de type socialiste sous l'égide complète de l'Etat.

## **5) Diversification agricole et recherche de nouveaux débouchés économiques**

Comme nous avons pu le voir dans les parties précédentes, l'économie cubaine « mono productrice » et basée sur l'exportation a souffert du fait de sa diversification agro-alimentaire faible. Le solde commercial cubain était déficitaire (Cf. tableau III) malgré une production de sucre très importante. Le pays n'arrive pas à satisfaire la demande alimentaire qui émane de la

---

<sup>75</sup> Beruff, Jorge Rodriguez, op.cit.p225.

population, de sorte qu'il est obligé d'importer un bon nombre de produits alimentaires (fruits, légumes ou encore de la viande par exemple) que l'île aurait pu elle-même produire.

L'enjeu ici est celui de l'autosuffisance en matière alimentaire ou tout du moins celui de la relance d'une économie capable de satisfaire la demande intérieure et de mettre en place une politique de substitution aux importations. Ainsi, créer un marché intérieur solide pourrait permettre de résoudre les problèmes de pénurie alimentaire et la misère qui règne dans l'île. Durant les deux années qui suivirent la révolution, Cuba ne produisit que 3,8 millions de tonnes de sucre car la priorité fut mise sur l'élevage et sur les autres cultures vivrières afin de diversifier la production agro-alimentaire.

Afin de nourrir la population et rompre avec un système basé sur l'exportation, les dirigeants cubains importaient un nombre important de vaches laitières et de taureaux inséminateurs dont la viande produite est distribuée en priorité aux personnes malades<sup>76</sup>. De plus, afin d'augmenter le cheptel cubain, le gouvernement de l'île développe la production porcine en important 30 000 truies du Canada. Parallèlement à cela, les autorités importent des œufs en grande quantité qui seront destinés in fine à la reproduction. La filière avicole est gérée par le *Combinado avícola nacional*. De 179 millions d'unités en 1962, on passe à 1,6 milliards d'unités en 1967<sup>77</sup>. Comme nous venons de le voir, les révolutionnaires cubains tentèrent de diversifier et d'augmenter la production agro-alimentaire. Les résultats sont globalement positifs, excepté pour l'année 1967 où une épidémie décime les troupeaux et où il faudra abattre des milliers de bêtes.

Par ailleurs, les efforts consentis par les autorités cubaines en matière de diversification se mesurent aussi sur d'autres plans. En effet, l'INRA développe un vaste programme pour augmenter la production de riz et de fruits. Ces deux projets sont appelés « plan riz » et « plan agrume ». Pour le « plan riz », les autorités de l'INRA rénovent et améliorent les systèmes d'irrigation et d'installations industrielles tout en construisant des barrages. En ce qui concerne le « plan agrume », il répond à la volonté de garantir 18 kg de fruits frais par an par individu. Par ailleurs, Cuba, via l'INRA, développe aussi les cultures d'haricots, de maïs, de mil, d'oignons et d'ail dans le but d'économiser des devises, car tous ces produits étaient importés et l'île modernise les cultures traditionnelles comme le café, la canne à sucre et le tabac.

Le gouvernement cubain développa aussi un secteur qui avait jusque-là une importance très minime, le secteur de la pêche. Ainsi, on créa l'*Instituto Nacional de la Pesca* en 1964. Cet

---

<sup>76</sup> Michèle Guicharnaud-Tollis, et Jean-Louis Joachim, op. cit. ; p.138.

<sup>77</sup> Michèle Guicharnaud-Tollis, et Jean-Louis Joachim, op. cit. ; p.139

organisme a pour mission de développer toutes les activités liées au domaine de la pêche à savoir, la commercialisation et la distribution des produits, l'industrialisation, la construction de bateaux et la recherche scientifique. Les résultats apparaissent de nouveau positifs et la consommation liée à la pêche augmente très fortement à la fin de la décennie 1960 notamment grâce au rôle organisateur de l'INP.

La diversification répond aussi pour le gouvernement à la volonté d'industrialiser le pays. Cependant, la production de sucre est au ralenti alors qu'elle est la base à une relance de l'appareil de production. L'industrialisation ne décollant pas assez, Cuba est obligée d'importer des biens de consommation si bien que le solde commercial excédentaire de 28 millions de pesos en 1960 devient déficitaire en 1963. Afin de remédier à cela, l'île redémarre la production de sucre qui reste malgré tout une valeur sûre dans les échanges. Néanmoins, notons que pour pallier ce défaut en termes d'industrialisation, l'INRA lança de nombreux projets de prospection de pétrole et de gisements de minerais dont l'île est très riche (manganèse, cuivre et fer par exemple).

La recherche de nouveaux débouchés économiques pour les produits cubains était un objectif pour les révolutionnaires depuis la rupture des relations commerciales avec les Etats-Unis. Ainsi, dès le 19 février 1960 sont signés à la Havane les premiers accords entre Cuba et l'Union Soviétique. Quelques mois plus tard, cette dernière envoie 80 000 barils de pétrole et achète par la suite 700 000 tonnes de sucre cubain<sup>78</sup>. Les Etats-Unis, qui avaient un « partenariat » préférentiel avec l'île, sont remplacés par le « grand frère » soviétique qui s'engage à acheter le sucre de Cuba à un prix garanti, fixé à 6 centimes la livre. En contrepartie Cuba acquiert le pétrole des soviétiques à un prix préférentiel et passe de nombreux accords commerciaux avec les démocraties populaires de l'Est de l'Europe. Mais ce partenariat commercial ne s'arrête pas seulement à l'échange de produits, puisque de nombreux ingénieurs Soviétiques et Allemands (de l'Est) viennent à Cuba dans le but de développer le pays en construisant des usines. Le pays s'ouvre également au monde en passant d'autres accords commerciaux avec des pays du Tiers-Monde comme l'Indonésie ou la Chine par exemple.

---

<sup>78</sup> Michèle Guicharnaud-Tollis, et Jean-Louis Joachim, op. cit. ;p.141.

## CONCLUSION

Nous intéresser à la réforme agraire à Cuba a nécessité d'effectuer un retour historique afin de mieux comprendre pourquoi les révolutionnaires de la Sierra Maestra ont, dès le début de leur offensive, mis en avant le bienfondé d'une telle réforme. Celui-ci est illustré par le Manifeste de Moncada qui annonce dès 1953, la volonté inébranlable de la révolution d'apporter des réponses indispensables aux problèmes du développement économique de l'île :

*« La Révolution proclame sa ferme décision de donner à Cuba le bien-être et la prospérité auxquels lui permettent d'aspirer la richesse de son sous-sol, sa situation géographique, la diversification de son agriculture et son industrialisation <sup>79</sup> ».*

Ce retour en arrière nous a permis, dans un premier temps, d'analyser les structures économiques qui ont été mises en place sous la domination espagnole. Les racines des déséquilibres de l'agriculture cubaine remontent à la période de la colonisation de la couronne d'Espagne. En effet, les relations entre la colonie et la métropole ne furent jamais placées sous le signe du « gagnant-gagnant », mais bien sur un rapport de domination de la métropole vis-à-vis de sa colonie. Les implications de cette suprématie sont nombreuses. Elle signifie d'abord qu'il était impossible pour Cuba de se développer et de créer des richesses qui, en dernier ressort auraient pu profiter à la population de l'île. Elle se traduit aussi par le développement de structures profondément inégalitaires, à savoir le système de latifundia. L'orientation donnée au secteur agricole atteste aussi du caractère exportateur et mono producteur de l'île. La désagrégation des autres cultures agricoles en faveur de la production sucrière a, de prime abord, renforcé la fragilité de l'île. En se retrouvant dans l'incapacité de satisfaire la demande de sa population, le pays a dû se résoudre à importer des marchandises qu'il produisait antérieurement, ce qui a renforcé les inégalités et la misère dans l'île et n'a pas permis le développement de l'île malgré une production agricole importante. Cependant, lorsque Cuba acquit son Indépendance, le caractère inégalitaire de son économie ne changea guère. En effet, la défaite des armées de la couronne espagnole ne marqua pas la fin d'une époque d'oppression et le début d'une ère de félicité : la domination ibérique fut remplacée par l'hégémonie d'une autre puissance occidentale, celle des États-Unis d'Amérique. Quand l'île des caraïbes se débarrassa de la couronne, elle tomba dans l'escarcelle du puissant voisin nord-américain. Bien que la pénétration des capitaux étrangers à Cuba commençât dès 1762 et la prise de La Havane

---

<sup>79</sup> Le manifeste de Moncada, il devait être adressé à la nation après l'occupation de la caserne de Moncada le 26 Juillet 1953

par les troupes de Grande-Bretagne qui défirèrent les monopoles commerciaux et firent entrer Cuba dans le libre échange, la domination États-Unienne utilisa les mêmes principes que les Espagnols avant eux. Premièrement, ils imposèrent à l'île une série d'accords, qui, de facto mirent sous tutelle le pays. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, l'amendement Platt ainsi que le traité de réciprocité commerciale sont quasiment similaires à ce qu'avait pu connaître Cuba lorsque celle-ci était sous domination espagnole. Ces accords exclusifs avec les États-Unis renforcèrent le caractère mono producteur et dépendant de l'île. Si les revenus de la production sucrière avaient pu être un important levier de développement pour l'île, force est de constater que, par ce rapport de dépendance vis-à-vis de la puissance nord-américaine, celle-ci la rendit encore plus fragile et d'autant moins souveraine. Les nombreuses ingérences du grand voisin renforcèrent le caractère néocolonial de cette domination et la mise sous tutelle économique de Cuba.

Les grandes exploitations agricoles du pays ne produisirent plus que pour satisfaire la demande en sucre des États-Unis, délaissant ainsi la demande intérieure. Ces latifundia dominés par des compagnies privées étrangères augmentèrent la concentration foncière et la captation de plus de la moitié des terres cultivables, entraînant une extrême misère chez les paysans. Ainsi, parler de la nécessité d'une réforme agraire, c'est se poser la question de l'indépendance économique de Cuba et du moyen de rendre plus juste un système économique inégalitaire et basé sur une domination étrangère. Car, si effectivement, l'indépendance politique est importante, l'indépendance économique dans le contexte des pays latino-américains l'est encore plus. En effet, pour des pays essentiellement ruraux, l'agriculture est une courroie de transmission permettant d'effectuer des réformes structurelles en faveur de la nation et de son développement.

Il n'est donc pas anodin de voir, à travers la revendication d'une réforme agraire, émerger des revendications sociales. « En realidad los objetivos de la Reforma Agraria eran eliminar el desempleo, elevar el nivel de vida de la población campesina eliminar aunque fuese parcialmente, las onerosas importaciones de alimentos, en fin de incorporar al sector agropecuario a un pujante avance economía nacional »<sup>80</sup>. Ainsi, la réforme agraire revêt une portée sociale et économique car les richesses découlant du secteur agricole peuvent être redistribuées et orientées pour développer l'île et permettre à ses habitants de jouir des revenus issus de l'agriculture.

---

<sup>80</sup> Aranda, Sergio. *La revolucion agraria en Cuba, Siglo XXI*, México, 1968; p. 176.

Néanmoins, malgré les difficultés qui apparurent durant le processus de transformation de l'appareil productif, les nouveaux dirigeants s'efforcèrent de rechercher de nouveaux partenaires économiques, de diversifier l'économie agricole et, comme nous l'avons vu avec la mise en place des zones de développement agricole (ZAD), de connecter et de développer des territoires qui étaient jusque-là laissés à l'abandon tout en apportant une aide sanitaire et éducative à ces zones. Les révolutionnaires entreprirent, par la création de routes et la conception d'un système de santé plus juste qu'auparavant, d'incorporer la population dans son ensemble au processus révolutionnaire. Les scènes que l'on a pu voir à La Havane au moment de la prise de pouvoir par les révolutionnaires montre bien l'enthousiasme et l'espoir des cubains pour tenter d'ériger un système plus juste pour les masses laborieuses.

Tableau XIII<sup>81</sup>

	<b>1959</b>	<b>1989</b>
Número de médicos	6 286	34 752
Número de estomatólogos	250	6 482
Número de médicos de la familia	0	8 965
Número de camas en hospitales	28 536	64 129
Tasa de mortalidad infantil por 1000 nacidos vivos	60,0	11,1
% de población atendida por médicos de la familia	0	46,9

À travers ce tableau, nous pouvons voir l'effort consenti par le gouvernement cubain pour améliorer les conditions de vies de sa population. Il nous illustre, sur une période de 30 ans, le développement en matière de santé publique et d'accès aux soins : le nombre de médecins de

---

<sup>81</sup> Le Riverend, Julio. *Breve historia de Cuba*. Mario Lopez Cepero. La Habana : Editorial de Ciencias Sociales, 1997.p.129.

l'île a par exemple été multiplié par 5. Il nous éclaire aussi sur la diminution très importante de la mortalité infantile, qui passa de 60% en 1959 à 11,1% en 1989.

Ce changement d'orientation politique est aussi observable dans le secteur de l'éducation où de nombreuses écoles furent créées et l'accès à l'éducation démocratisé. Ainsi, on note par exemple qu'en 1959, 2 063 élèves étaient inscrits dans l'enseignement supérieur, et qu'en 1989 ils étaient 242 366, soit près de 240 000 étudiants supplémentaires<sup>82</sup> en l'espace de trois décennies.

Le changement radical des structures pré révolutionnaires a alors permis de mettre en place des politiques moins inégalitaires socialement, visant à résoudre le problème de la pauvreté, du manque d'accès au soin et du manque d'éducation. Ce dernier point montre bien que dans un pays rural, la problématique de la terre n'est pas seulement celle de l'agriculture en elle-même, mais qu'elle englobe bien une dimension macro-économique et la société dans son ensemble. De ce fait, même si l'éradication du système latifundiste était l'un des éléments les plus importants de la réforme agraire, les enjeux même de celle-ci dépassaient largement le seul cadre de cette élimination et touchaient les secteurs sociaux de l'île comme l'éducation, la santé et l'alimentation.

---

<sup>82</sup> Le Riverend, Julio. *Breve historia de Cuba*. Mario Lopez Cepero. La Habana : Editorial de Ciencias Sociales, 1997.p.130.

## CHRONOLOGIE

- 1500-1898 : Domination coloniale espagnole
- 1868-1878 : Guerre de Dix Ans
- 1895-1898 : Guerre d'Indépendance (Cuba-Espagne-Usa)
- 1901 : Première Constitution  
Amendement Platt
- 1902 : Proclamation de la République
- 1903 : Traité de réciprocité commerciale
- 1906-1909 : Intervention Nord-Américaine
- 1917-1920 : Intervention Nord-Américaine
- 1925 : Fondation du Parti Communiste Cubain (PCC)  
Fondation de la Confédération Nationale Ouvrière (CNOC)
- 1952 : Coup d'état de Fulgencio Batista
- 1953 : Attaque de la caserne de Moncada le 26 juillet
- 1956 : Débarquement du Granma
- 1958 : « Première » Loi de Réforme Agraire signée dans la Sierra Maestra  
Fuite de Batista
- 1959 : Fidel Castro chef des forces armées, Manuel Urrutia Lleó président  
Loi de Réforme Agraire
- 1960 : Nationalisation du grand capital cubain et étranger
- 1961 : Deuxième Loi de Réforme Agraire

## BIBLIOGRAPHIE

- Aranda, Sergio. *La revolucion agraria en Cuba*, Siglo XXI, México, 1968; p. 176.
- Balin, M. *Les problèmes du développement de Cuba*. In: *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960.
- Beruff, Jorge Rodriguez. « La reforma agraria Cubana (1959-1964) : el cambio institucional ». *Revista de ciencias sociales* 14 (1970): 203-31.
- Blanco Sanchez Berta. *Geografía económica de Cuba*. Universidad de La Habana Facultad de geografía. Vol. tomo 2. La Habana, 1988.
- Bouvier-Ajam, Maurice, Ibarrola, Jésus, et Pasquarelli, Nicolas. *Dictionnaire économique et social (publié par le )Centre d'études et de recherches marxistes*. Sociales. Paris, 1975.
- Capron, Elsa. *Esclavage et économie de plantation à Cuba (1789-1886)*. Presses Universitaires de France. Paris, 2014.
- Carta a Manuel Mercado, campamento de Dos Rios, 18 de mayo de 1895.
- Castro Ruz, Fidel. *L'Histoire m'acquittera*. Paris: Le temps des Cerises, 2013
- Chonchol, Jacques. *Cuba, el Primer Bienio de Reforma Agraria (1959-1961)*. Reformas Agrarias en América Latina. México: Oscar Delgado, 1965.
- Consuelo Díaz-Granados. « La reforma agraria en Cuba e implicaciones » 10, n° 10 (1979).
- Doctor Manuel Urrutia Lleo. « Ley de reforma agraria de Cuba del 17 mayo 1959 », mai 1959. <http://www.angelfire.com/mac/vet/doc/racuba.htm>.
- Dumont, René. *Cuba socialisme et développement*. Le Seuil. Collections esprit « frontière ouverte », 1964.
- « Enmienda Platt ». *EcuRed*, s. d. [https://www.ecured.cu/Enmienda Platt](https://www.ecured.cu/Enmienda_Platt).
- Furtado, Celso. *La economia latinoamericana desde la Conquista ibérica hasta la Revolucion Cubana*, México, 1969. Companhia das Letras., s. d
- Galeano, Eduardo. *Las venas abiertas de América latina*. Siglo ventiuono. Montevideo, 1971.
- Guicharnaud-Tollis, Michèle, et Jean-Louis Joachim. *Cuba : de l'indépendance à nos jours*. Ellipses. les essentiels de civilisation latino-américaine. Paris, 2007.
- Gutelman, Michel. *L'agriculture socialisée à Cuba enseignements et perspectives*. Paris: François Maspero, 1967.
- Gutelman, Michel. *Structures et réformes agraires instruments pour l'analyse*. Maspero, 1974.

In Sugar, Facts and figures, United States Cuba Sugar Council, Washington D.C, 1952, p.9.

Jimenez, Nuñez, *Geografía de Cuba*, Imprenta Nacional La Habana, 1959.

Kiple, Kenneth F, *Blacks in Colonial Cuba, 1774-1899*, Gainesville, Center for Latin American Studies, University of Florida, 1976, p.115.

Le Riverend, Julio. *Breve historia de Cuba*. Mario Lopez Cepero. La Habana : Editorial de Ciencias Sociales, 1997.

Marinello Juan et Petertsev Nikolai. *Los rasgos pincipales del periodo de transicion del capitalismo al socialismo*. La Habana, 1963.

Marrero, Juan. « La reforma agraria en Cuba : papel de periodistas y la prensa ». In *El periodismo en Cuba: La Revolución*, s. d.

Moreno Fraginalls, Manuel. *Cuba/ Espana Espana/Cuba*. Critica. Barcelona, 1995.

Ochoa Martinez Gonzalez, José. *Cuba colonizacion, independancia, revolucion*. Acento editorial. Madrid, 1998.

Orville Hitchcock Platt. « Platt Amendment », février, 12 juin 1901 1901.  
<http://www.axl.cefan.ulaval.ca/amsudant/Cuba-Platt-amend.htm>.

Perez de la Riva, J, *El monto de la inmigración forzada en el siglo XIX*, La Habana, Ed Ciencias Sociales, 1975

Prieto Benavent, José Luis. *Cien anos de historia de Cuba (1898-1998)*. Verbum., 2000.

Torras, Jactinto, *Las relaciones comerciales entre Cuba y los Estados Unidos de América*, Comercio Exerior, N°4, sept.1963.

« Zonas de Desarrollo Agrario ». *EcuRed*, s. d.  
[https://www.ecured.cu/Zonas\\_de\\_Developmento\\_Agrario](https://www.ecured.cu/Zonas_de_Developmento_Agrario).  
s. d.

## TABLE DES MATIERES

Introduction.....	4
I. Le temps de la colonisation .....	7
1) L'économie de plantation .....	7
2) Prépondérance du sucre.....	8
3) Une économie d'exportation.....	10
4) Les guerres d'indépendance.....	11
II. Le temps du néocolonialisme : la mise sous tutelle économique de Cuba .....	15
1) L'amendement Platt (1901).....	15
2) Traité de réciprocité commerciale.....	16
3) Le néocolonialisme .....	17
4) Un pays mono exportateur et dépendant du voisin Nord-Américain .....	18
5) Deux classes sociales antagonistes.....	23
III. Le temps de l'émancipation : Structure foncière et loi de Réforme Agraire .....	24
1) La concentration foncière.....	24
2) Le prolétariat agricole.....	28
3) Loi de Réforme Agraire .....	29
4) Les coopératives et fermes du peuple.....	34
5) Diversification agricole et recherche de nouveaux débouchés économiques .....	36
Conclusion .....	39
CHRONOLOGIE .....	43
BIBLIOGRAPHIE.....	44